Pierre MAUROY.- Mes chers camarades, le Comité Directeur marque pour nous l'heure des choix politiques, choix de notre analyse, choix des orientations que nous porposerons au pays.

Cette démarche, entamée il y a plusieurs mois, s'est exprimée durant les dernières semaines par un débat dans toutes les Sections du Parti. Nos 200.000 militants se sont totalemnet investis dans ce déebat, montrant ainsi que le Parti Socialiste avait su garder intactes sa capacité de discussion, son aptitude à élaborer démocratiquement son projet politique.

Ainsi, la méthode que nous avons suivie est bonne. Il nous faut deonc continuer sur la même lancée et je voudrai à ce propos formuler deux remarques :

Première remarque, notre Comité Directeur doit être extrêmement attentif à ne pas sortir de son rôle. Il ne lui revient pas de remettre en cause la ligne politique adoptée au Congrès de Lille et il ne lui revient pas non plus d'étouffer, de dévier ou de confisquer le débat qui concerne tout le Parti. Le Parti Socialiste élabore son projet avec tous ses militants et non avec les seuls membres du Comité Directeur.

Par ailleurs - je vais un peu surprendre - je n'ai pas besoin de forcer les mots pour dire que nous sommes pratiquement tous d'accord sur le fond. Je dis cela car je fais la différence entre le fond et la forme...Je conçois qu'il existe des adeptes du plaisir que procure le dépôt de textes de circonstance, mais j'observe aussi que, sur le fond des choses, nous avons une analyse pratiquement

commune.

Max Gallo, tu t'es exprimé, tu t'es emporté... mais la gauche, la droite... on ne dit pas autre chose !

(quelques rires)

Tu es revenu sur les déclarations de Delors. Mais il n'y a pas que vous qui vous êtes exprimés spontanément sur les déclarations de Delors ! Nous nous sommes tous exprimés ismmédiatement ! Ce n'est par conséquent pas le motif ici de nous diviser.

Mes chers camarades, une fois de plus, le Parti Socialiste s'affirme comme le seul parti du débat qui existe en France. Cette réalité s'exprime avec plus de 4.000 pages d'amendements proposés par nos Sections. J'allais dire 4.032 pages, car nous savons tous que les 32 pages d'amendements déposés par Jean-Pierre Chevènement et ses amis visent à susciter un intérêt particulier, non seulement en raison de la passion qu'ils mettent à défendre leurs thèses, mais aussi en raison de la perplexité que fait naître une interrogation légitime sur la portée exacte de ces thèmes.

Je dois d'ailleurs dire que, sur des thèmes tels que la croissance, le secteur public, le chômage, la solidarité, une différence sur la forme ne cache pas, bien heureusemente, notre communauté d'analyse.

Sur la croissance, dans notre Parti comme dans le pays la recherche de la croissance s'assimile à celle du bonheur, ces deux perspectives suscitent une adhésion uannime. Les voies empruntées suscitent une discussion

légitime et la difficulté du cheminement doit être appréciée avec réalisme.

Chacun sait bien que la croissance ne peut pas être, ne sera pas dans les années qui viennent la solution miracle faisant disparaître le chômage. Il nous faudrait un taux de croissance supérieur à 7 % pour y parvenir. Nous n'y sommes pas. Songez seulement que l'ensemble du monde développé souhaite que la croissance allemande s'élève à 3 ou 4 %. Nous n'y sommes pas. Et prenons en compte les événemnets de ces dernières semaines : la récession n'est pas inéluctable, le ralentissement est pratiquement certain. Dominique Strauss-Kahn nous précisait qu'elle pourrait approcher un point de croissance. Je ne poursuis pas, d'autres camarades ont fait cette analyse avec talent.

Sur le secteur public, il reste vrai - c'est essentiel - que nous devons tous avoir la préoccupation permanente de renforcer notre croissance économique, et je partage tout à fait la thèse selon la quelle un secteur public puissant est un outil indispensable pour y parvenir. Inébranlables sur le principe, souples sur son application, nous ne referons pas en 1988 les nationalisations de 1981, mais nous ne nous accommoderons pas des privatisations de 1986 et agirons en conséquence dans l'intérêt du pays.

Nous pouvons débattre sereinement sur la base du nouveau texte qui nous est proposé et chacun a pu noter l'avancée de ce texte. Pour ma part, ce qui est dit dans le texte de Jean-Pierre Chevènement ne me contrarie absolument pas. Sur ce plan-là, si nous sommes disposés à nous mettre autour d'une table et à discuter, nous pouvons peut-

être trouver une soltuion.

Si nous considérons également qu'une répartition harmonieuse des fruits de la croissance correspond non seulement à un souci de justice, mais également à un optimum économique, eh bien nous reconnaissons alors que l'Etat doit être présent et actif sur le plan économique et social pour assurer la meilleure allocation des ressources de la Nation.

Tel est bien le sens de la société d'économie mixte que nous voulons promouvoir. Tout de même, cela fait des mois qu'à un certain nombre nous parlons de la société d'économie mixte, nous alimentons le débat sur la société d'économie mixte, et il faut que je vienne ici, au Comité Directeur, pour m'entendre dire que je serais en désaccord avec les camarades qui nous parlent aujourd'hui de la société d'économie mixte ! Il ne faut pas lire les journaux dans un seul sens, on peut les lire dans tous les sens, c'est un débat à gauche, ce n'est pas nouveau, c'est la position de l'ensemble du Parti, non pas le privilège de quelques-uns, et c'est ainsi depuis belle lurette, en tout cas depuis le Congrès de Lille où nous avons précisé nos orientations.

Sur le chômage, mes camarades, si la croissance n'est pas suffisante pour assurer la résorption du chômage il faut bien rechercher un nouvel équilibre. Nous y serons puissamment aidés par un effort massif d'éducation et de formation, volonté popularisée par la perspective de porter en quinze ans 80 % de chaque génération au niveau du baccalauréat. Mais nous ne nous arrêtons pas là, il faut aussi se préoccuper des 20 % restants.

Eh bien, je crois que l'extrême diversité des dispositifs créés à partir de 1981, qu'on regroupe rapidement sous le vocable "traitement social du chomage", fait naître une nouvelle dynamique d'insertion. On commence à différencier l'emploi et l'activité. Aujourd'hui, alors même que la droite nous rend implicitement hommage sur ce point en se ralliant à nos thèses et à nos pratiques - mal d'ailleurs - il serait piquant que cette nouvelle dynamique suscite l'indifférence chez une partie d'entre nous !

Je vous invite plutôt à la renforcer, à réfléchir à l'immense potentiel que représente, par exemple, le développement d'entreprises du tiers secteurs auprès des collectivités lcoales. Méfions-nous des modèles, mais l'emploi de cette démarche en Suède, par exemple, a permis à la Suède d'obtenir un des taux de chômage les plus bas d'Europe.

Je crois nécessaire de s'engager à développer les formations et les activités en sorte qu'on puisse garantir qu'aucun jeune de moins de 21 ans n'aura à s'inscrire au chômage.

Depuis plusieurs mois, nous avons fait de nombreux progrès qui sont très sensibles dans les discussions de notre Groupe parlementaire, dans les discussions de la FNESER et les discussions dans nos Fédérations.

Voilà la première étape - oh... sans doute modeste

d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.

Enfin, un des points forts de notre projet doit être la solidarité, s'exprimant en particulier par la proposition d'un revenu minimum d'insertion. On disait encore il y a quelques mois revenu minimum garanti...

Je tiens à dire combien je me réjouis que, durant les dernières semaines, le Parti, la FNESER, le Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, aient pu trav ailler en symbiose et définir un projet précis, en dégageant par exemple la notion de contrat d'insertion, complément indispensable de l'attribution de ce revenu minimum. Là encore, je nous pense unanimes sur ce point et me réjouis, mon cher Jean-Pierre, que ce soit dans ta région et dans ta ville que les élus socialistes débattent, la semaine prochaine, de ce projet de revenu minimum.

Voilà la deuxième étape, certes insuffisante mais la deuxième étape d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.

Ainsi, à partir de notre affirmation de Lille, au Congrès de Lille, je crois que nous avons fait un certain nombre de progrès toujours à gauche, caractéristiques d'une politique de gauche.

Comment, mes camarades, exprimer l'essentiel c'est-à-dire ce qui nous a unit sur ce projet ?

Finalement dire qu'aucun jeune de moins de 21 ans ne sera au chômage... c'est concrétiser l'engagement pris par notre Premier Secrétaire Général Lionel Jospin, au Congrès de Lille :"nous ne laisserons personne au bout du chemin".

Sur ce plan-là, nosu avons fait beaucoup de progrès dans l'avancée politique difficile, d'une politique difficile, aux résultats qui ne sont pas immédiats mais incontestablement nous avançons.

Or, mes chers camarades, nous pouvons tous culti ver nos différences... mais alors, cultivons les à la façon des bonsais... déployons nos énergies à tailler légèrement dans les racines.. en tout cas, ce sera un jardin collectif.

Je voudrais en tout cas parler de ce que nous avons en commun. J'y placerai d'abord notre croyance profonde dans la capacité de notre pays à surmonter les obstacles.

Je n'aime pas l'analyse concluant au déclin de la France. Elle est bien sûr inopportune. On n'a

jamais mobilisé un Peuple par le pessimisme. Elle est surtout fausse. Le déclin s'pprécie sur le long terme. Il est, par définition, quasi irrémédiable.

Nous savons que ce discours nous a déjà été servi... dans trop remonter dans l'histoire en 1870, en 1919, en 1936, en 1947, en 1958, à chaque fois les faits ont démenti les prophètes de malheur, à chaque fois notre pauple à su trouver en lui l'énergie pour mettre fin rapidement à un (inaudible)... peuvent faire confon dre avec le déclin.

Je dis calcul poliique car aujourd'hui c'est la Droite qui a relancé ce thèmpe.

Quand son échec économique est devenu battant, c'est elle qui bien naturellement a fait dévier ce discours sur le déclin de la France paresseuse puis sur les français paresseux.

Croyez-vous vraiment, mes chers camarades, qu'il soit juste et opportun de s'engager dans cette voie ?

J'aurais voulu vous parler de l'Europe,parler de la paix, mais j'ai eu lo'ccasion de m'exprimer ailleurs. Par conséquent, je passe pour réduire mon temps de parole.

J'en arrive très rapidement, et pour terminer, sur le dernier chapitre de mon intervention, sur des points de divergences qui sont eux certainement plus marqués à côté de ces éléments d'analyse, qui, je crois, nous rassemblent sur une politique de gauche.

Les cheminements de la croissance sont multiples et difficiles à emprunter.

Nous devons d'abord apporter l'espérance aux plus faibles. Je partage pleinement la préoccupation exprimée par Jean Poperen sur ce point. Tous les éléments d'analyse qu'il a apportés ici, et qu'il a apportés depuis bien des mois, dans le débat poltique... mais je continue de penser que la procédure que nous propose Jean est inappropriée parce qu'un contrat se signe à plusieurs et qu'il paraît difficile d'imposer un contrat, mais aussi parce que son contenu reste pour le moins incertain hélas, pour reprendre toute l'analyse qui a été faite ici et qui est una analyse sur laquelle nous sommes d'accord. C'est-à-dire les temps difficiles qui sont hélas devant nous.

Permettez-moi, en dernier lieu, de dire quelques mots de notre débat sur le système monétaire européen. Quelques mots seulement car je ne crois pas que ce soit un sujet essentiel... encore moins une divergence fondamentale.

Dès lors que nous admèttons tous qu'il n'ya aucune utilité à se partager entre deux camps, il y aurait des adeptes de sa continuation, de la continuation du SME et ceux qui penseraient en sortir. Je veux dire par là que nous y sommes restés en 1981.. que ce choix a été confirmé en 1982 et 1983.... c'est une seule question que je pose à laquelle il doit être répondu sion veut à nouveau un départ pour apprécier le passé.

L'élément nouveau appréciant ce passé, qui conduirait à remettre en cause nos choix de 1981, de 1982, et de 1983 et singulièrement.... puisque c'est à ce point précis de la période de mars 1983 et des quelques mois qui l'ont précédé... Jean-Pierre y a fait allusion dans son analyse... c'est une autre politique Jean-Pierre et si onle veut, il nous faudra, devant le Parti, faire une réunion sur ce plan là... l'autre politiuqe, jugée impossible en 1983 peut être pas par toi, mais en tous les cas, par tout le Parti, le Président dce la République, le Gouvernement, et pratiquement l'ensemble du Parti, nous y avons droit maintenant que nous avons un certain recul, deviendrait-elle possible en 1988 ?

Ca, c'est une autre question. Je crois que si on ne cesse pas de faire référence à 1983 ou aux quelques mois qui l'ont précédé, il faudra sur ce point que nous ayons un débat complet et que l'on puisse apporter les arguments des uns et des autres, car j'aurais beaucoup d'arguments précis à apporter sur la politique impossible que certains ont cru possible quelques semaines mais qui s'est avéré impossible à pratiquer.

IL ne peut pas être question maintenant de présenter en trompe-l'oeil ce qui s'est passé en 1983 ou dans les quelques mois qui ont précédé 1983...

<u>Jean-Pierre CHEVENEMENT.</u> Pierre, je peux parler ?.... je pense que le recul est maintenant suffisant pour juger des résultats de cette politique

choisie en 1981 et confirmée en 1983.

Pierre MAUROY.- C'est une réponse qui est facile.

Nous étions dansune période difficile. En tous les cas nous avons modernisé l'industrie, nous avons rétabli difficielement mais rétabli nos équilibres.

En tout cas, j'ai le sentiment - et ça, c'est un débat que nous pourrions avoir en approfondissant - que si nous avions adopté l'autre politique, nous airoins été tout droit à la catastrophe.

J'ai le sentiment que si en 1983 nous avons eu tort, je me demande pourquoi tu as été un Ministre de la République ensuite ! ....

Voilà la réalité !

(Applaudissements).

En tout cas, je n'ai pour ma part, jusqu'ici pas entendu de réponses satisfaisantes aux deux questions que j'ai posées, que nous pourrons reprendre dans un débat tranquillement en dehors peut-être de cette instance ... ailleurs, parce que c'est important.

Je note d'ailleurs, avec une certaine satisfaction, que contrairement à ce que semble indiquer notre échance, les socialistes de la République, en tout cas toi et tes amis, vous ne proposez pas de sortir du SME dans les textes.

Distinguons ce qui est affaire de principe, et affaire de circonst-ances.

(H-6

Au passage je tiens à dire que si on suppose implicitemnet que le respect des grands équilibres est réactionnaire, alors seul le maintien indéfini dans l'opposition est de gauche.

Voilà ce que je voulais dire.

(Applaudissements). l'accord

Mes chers camarades, l'accord entre nous est possible et implicitement acquis à lire les textes s sur les éléments essentiels d'analyse.

Il est réel au niveau des sections et des Fédérations. J'ai pu le constater. Il serait bon qu'il en soit de même au niveau du Comité Directeur. Si chacun est libre de ses appréciations il est inutile de réveiller les vieux démons exorcisés à Epinay... il faut nous adapter sans cesse mais en confirmant la ligne de gauche : celle que nous avons confirmée à Lille, celle qui est la nôtre.

Je comprends donc tout à fait le souci de nombreux camarades de couper court dès maintenant à la résurgence d'une troisième force, avatar (?) d'une extrême faiblesse de la gauche, et nous en savons quleque chose.... en voulant re trouver une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Faut-il pour autant reposer le problème aujourd'hui d'une sissolution automatique de cette Assemblée ?

Je ne le crois pas.

(H-7

D'abord parce que ce point était tranché à Lille et que le rôle du Comité Directeur est d'appliquer les orienttions du Congrès et non de les modifier.

Ensuite, parce que ce serait tout de même faire bon marché d'une légitimité présidentielle qui nous a apporté beaucoup depuis 1986, et que nous aurions bien tort de contrarier en prenant automatiquement le risque de la voir éclipsée par la légitimité parlementaire.

Que chacun comprenne bien : dissoudre est un choix d'opportunité. En débattre aujourd'hui en Comité Directeur, demain dans les sections, serait un manque total de réalisme, et disons-le, réduirait considérablement la marge de conduite dont doit disposer notre candidat/futur Président de la République.

(Applaudissements).

En réalité, au-delà d'un échauffement un peu naturel, au-delà de tous les discours, au-delà de ce qui vient d'être dit.... Delors dit... Delors, ça n'est pas le Comité Directeur... Delors, ça n'est pas nous.... j'ai travaillé avec lui dans des conditions dont je garde un souvenir... un souvenir que je n'oublierai pas. (Rires dans la salle).

J'ai pour lui beaucoup d'amitié. Ce qu'il a dit étaitincroyable... c'est tout.. on l'a tous dit. Point final. Ca n'est pas la peine de le reprendre et de venir ici en faire un point d'analyse et surtout un point qui n'en permettra pas la synthèse..

cela, c'est pour amuser la galerie !

En réalité, mes amis, mais ici c'est peut-être facile, ... en tout cas, j'appartiens évidemment... évidemment je n'ai pas participé à tous les Congrès dans toute la France mais dans ma Fédération, j'ai participé et je connais bien ceux qui y sont... je vous assure qu'on a participé à un débat, et nous avons le sentiment - c'est ce qui a été dit, y compris ceux qui étaient porteurs de sensibilités à notre Congrès fédéral.. ils ont discuté et ils ont un sentiment unanime sur l'analyse.

Vous verrez leur surprise si d'aventure vous arrivez avec des textes en disant :"mais pas du tout, on n'est pas d'accord.. pas du tout... un tel a dit... telle ou telle analyse... vous verrez... ce ne sera pas si simple que cela.

Car en réalité, tous les élémnets d'une synthèse sont réunis.

Notre débat doit renforcer la cohésion de notre Parti.

Debarge en présentant le rapport ce matin l'a dit. L'imagine que le Premier Secrétaire y reviendra.

Remettre en cause cette synthèse, six mois après un Congrès unanime, et six mois avant une échéance capitale, serait une erreur. J'espère que personne ne la commettra. Si d'aventure, elle l'était, il nous faudrait la combattre avec la majorité la plus large, mais la synthèse est à notre portée. Sachons

le reconnaître. Et prenons toutes nos dispositions pour qu'il en soit ainsi dans les prochaines heures.

(Applaudissements).

Le Président. Chers camarades, avant de donner la parole à Lionel Jospin, je voudrais vous donner connaissance de la composition de la Commision des résolutions qui se réunira dans cette salle, après les débats, après la discussion généale.

(Lecture de la composition de la Commission des résolutions).

Merci.

La parole est à Lionel Jospin.